



MONT DE MARSAN AGGLOMERATION	DECISION DU PRESIDENT N° 2021/02-0005
SERVICE EMETTEUR Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	OBJET : AMENAGEMENT DE L'AVENUE ROZANOFF <hr/> Nomenclature Acte : 1.1.10 - Procédure adaptée

Le Président de Mont de Marsan Agglomération ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif aux délégations dont le Conseil Communautaire peut charger le Président pour la durée de son mandat,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 15 juillet 2020 chargeant Le Président, des délégations prévues à l'article précité du Code Général des Collectivités Territoriales, l'autorisant notamment à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres,

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au Budget.

Expose :

Une consultation a été lancée le 16 octobre 2020 au Bulletin des Annonces de Marchés Publics et sur la plate-forme acheteur du pouvoir adjudicateur (Landespublic) pour une remise d'offres au 20 novembre 2020, conformément aux dispositions des articles L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la Commande Publique, afin de désigner l'attributaire du marché portant sur les travaux d'Aménagement de l'Avenue KW Rozanoff.

Conformément aux critères de choix énoncés dans le règlement de consultation et portant sur la valeur technique (35 %), le prix (55 %) et le délai (10 %), l'offre économiquement la plus avantageuse a été présentée par la société COLAS (40 Saint Avit) pour un montant estimé à 519 755,90 € HT.

Décide d'intervenir à la signature du marché dans les conditions détaillées ci-dessus.

Fait à Mont de Marsan, le 04 FEV. 2021

Charles DAYOT
Président de Mont de Marsan Agglomération

La présente décision peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés faire l'objet des recours suivants :

- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau (par courrier ou par la plateforme www.telerecours.fr).